

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 34

Bulletin d'information de la **CNGR**
 Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

LES 72 HEURES DU MANS.

53, 7% pour la motion Hollande, 24% pour NPS et 21% pour Fabius: à la veille du congrès du Mans, qui aura lieu du 18 au 20 novembre, le score n'est pas sans appel puisque les deux courants oppositionnels mettent en doute la régularité du scrutin dans plusieurs fédérations, notamment le Pas-de-Calais et l'Hérault. La situation interne du PS reste donc très confuse et les petites phrases fleurissent. Claude Bartolone, premier lieutenant de Fabius, n'exclut pas que son courant puisse faire la synthèse avec la majorité, ce qu'Arnaud Montebourg (NPS) écarte explicitement. Quant à Hubert Védrine (ancien ministre des Affaires Etrangères de 1997 à 2002) et Henri Nallet (ancien ministre de l'Agriculture puis de la Justice entre 1984 et 1992), ils appellent leurs camarades socialistes à « en finir avec la chimère d'une Europe fédérale » dans Libération du 16 novembre. Enfin!

LES LIGNES BOUGENT EN ISRAËL...

En portant à leur tête Amir Peretz, président de la centrale syndicale Histadrut, les travaillistes israéliens ont bouleversé la scène politique. Car le nouveau leader de la gauche a annoncé son intention de retirer son parti du gouvernement de coalition dirigé par Ariel Sharon, ce qui provoquerait des élections générales. Amir Peretz a organisé plusieurs grèves contre la politique néo-libérale de Sharon, et appartient au mouvement « La Paix maintenant ». Le 12 novembre, 200 000 personnes ont participé au rassemblement en hommage à Yitzhak Rabin, à l'occasion du 10ème anniversaire de son assassinat par un militant d'extrême droite.

...ET EN ANGLETERRE AUSSI.

Le 9 novembre, 49 députés travaillistes ont voté contre Tony Blair pour rejeter la clause la plus controversée de son plan de lutte contre le terrorisme : la prolongation jusqu'à 90 jours de la détention provisoire. Les dissidents du Labour se disent prêts à récidiver si le gouvernement tente d'imposer des mesures de privatisation de la santé et de l'éducation.

EDITO : POUR LA REPUBLIQUE, NI LOI D'EXCEPTION, NI EXCEPTION A LA LOI

Qui croit-il tromper, ce président d'une République qu'il aura considérablement contribué à affaiblir, ce chef d'une majorité qui s'est employée à défaire, en 2002, ce dont il regrette aujourd'hui la disparition : aide aux associations des quartiers difficiles, police de proximité, emplois jeunes... ? A qui s'adresse-t-il, devant les caméras de télévision, lorsqu'il reproche à certaines communes de ne pas appliquer la loi Solidarité et Renouvellement Urbain prévoyant 20% de logements sociaux dans les villes de plus de 3 500 habitants, quand on sait que plusieurs maires de droite – dont Sarkozy et Eric Raoult – ont été les premiers à la défier ?

Onze ans après son intronisation, le roi est nu. Face à une vague de violence et de vandalisme sans précédent, Jacques Chirac, dans son discours à la nation, n'a fait qu'enfiler les généralités sociologiques et en appeler, sur le ton de l'impuissance incantatoire, aux « valeurs républicaines » et au « respect de la loi, la même pour tous ». Que n'applique-t-il ces principes à lui-même, ce chef d'Etat qui ne doit qu'à sa fonction de ne pas avoir (encore) à répondre aux instructions judiciaires engagées contre lui ! Ce pathétique aveu d'échec a même pris une tournure grotesque lorsque Chirac, responsable de la suppression du service national – pourtant essentiel à la transmission de ces mêmes valeurs républicaines - s'est déclaré favorable à un service civil volontaire ouvert à 50 000 jeunes... Pourquoi 50 000 ? Sélectionnés sur quels critères ? Seul Chirac le sait...

Trois ans après l'élection présidentielle de 2002, placée par la droite et les media sous le signe de la sécurité, le bilan du gouvernement UMP en la matière est accablant. Jamais l'insécurité n'a atteint un tel degré dans les banlieues, et les rodomontades de Sarkozy visent à masquer sa propre faillite à l'Intérieur.

Quant à Villepin, il a trouvé la parade suprême en ressortant des oubliettes la loi de 1955, adoptée au début d'une guerre coloniale de sinistre mémoire. Après les ordonnances, l'état d'urgence, alors que si urgence il y a, c'est celle de rétablir dans sa plénitude la République, mise à mal par une politique au service de la finance et non de l'intérêt général !

Pour remporter la compétition qui l'oppose à Sarkozy, le Premier ministre se livre à la surenchère. Cet été, Matignon a entonné « plus libéral que moi tu meurs », mettant en musique une vague de privatisations et de graves atteintes au

code du travail. Cet automne, il proclame trois mois d'état d'exception, histoire d'en remonter à Sarkozy en matière sécuritaire.

Or le retour à la République ne passe pas par une loi d'exception mais par l'application des mêmes lois pour tous, sans exception, suffisantes pour garantir l'ordre. Comment imposer le respect de la loi aux jeunes des cités, si les délinquants de la finance, les corrompus de haut vol qui ont touché 5 milliards de dollars de pots de vin lors de l'affaire des « frégates de Taïwan » restent impunis ? C'est pourquoi la Gauche Républicaine demande la levée immédiate de l'état d'urgence, et appelle les démocrates à la plus grande vigilance pour empêcher toute atteinte aux libertés publiques.

PAS DE REPUBLIQUE SANS SECURITE

Parti politique de création récente, la Gauche Républicaine est cependant bien implantée localement. La plupart de ses membres sont des élus, des militants syndicaux et associatifs, en contact permanent avec la population. Que constatons-nous ? Que l'immense majorité des habitants de notre pays, quels que soient leur origine, leurs croyances, leur âge, font de la sécurité et de l'emploi les premières de leurs exigences.

Certes, la sécurité s'applique aussi à la protection sociale et à l'accès aux services publics; à cet égard, les ravages du libéralisme sont sans conteste à l'origine de la crise des « quartiers défavorisés ». Une crise qui se traduit par d'inadmissibles discriminations

liées aux origines de personnes, qui, pour la plupart, ont la nationalité française.

Mais notre peuple vit au quotidien la dégradation des équipements collectifs par une petite minorité de vandales, les insultes et actes d'incivilité, le racket à l'école, les trafics et les vols. Dans certaines zones urbaines, l'égalité entre hommes et femmes est bafouée, notamment sous l'impulsion des intégrismes, et celles qui s'opposent à ce déni de République le font au péril de leur intégrité.

Aussi, les Français – et la grande majorité des étrangers vivant en France – ne se contentent pas d'analyses sociologiques, aussi pertinentes soient-elles, sur les raisons du désespoir qui affecte certains jeunes. Pas plus qu'ils ne peuvent accepter que la « gauche branchouille » considère les casseurs comme des Che Guevara de banlieue, porteurs d'une colère rédemptrice et annonciatrice du Grand Soir !

Fonder une sécurité citoyenne, tel est le défi lancé à la gauche. Le chantier est vaste mais il conditionne l'avenir. Redéfinir le rôle des forces de police, affirmer leur dimension citoyenne, relancer la police de proximité, associer les associations au mieux-vivre ensemble, développer la démocratie locale, une justice plus humaine, plus réactive et plus proche des justiciables, constituent, sans prétendre à l'exhaustivité, autant de pistes à suivre. La gauche n'a pas su déjouer le piège sécuritaire en 2002. Elle n'a pas le droit de commettre la même erreur en 2007. Urgence nationale, la sécurité est à inscrire dans un programme de refondation républicaine, qui fera revenir des services publics de qualité dans les quartiers déshérités.

POUR LA DEFENSE ET L'EXTENSION DES SERVICES PUBLICS MANIFESTATION NATIONALE SAMEDI 19 NOVEMBRE A PARIS de la place d'Italie à l'Assemblée Nationale, départ 13h30

A l'initiative de la Fédération Nationale des Collectifs pour la Défense et le Développement des Services Publics. De nombreuses organisations syndicales et politiques appellent à cette manifestation : CGT, FSU, Alternatifs, CNGR, LCR, MARS, MRC, PCF, Verts...

TOUS A LA MANIF !

HUMEUR : POURQUOI NOUS COMBATTONS, extraits de l'éditorial de Marianne de la semaine du 12 au 18 novembre.

« Combien de fois, dans ce journal, ne l'avons-nous pas répété : si nous ne sommes pas capables, face au bulldozer insécuritaire et inégalitaire d'un néolibéralisme mondialisé destructeur de toutes les valeurs culturelles et morales, de refonder, pour le meilleur, un projet révolutionnaire humaniste, démocratique et tolérant, visant à replacer l'homme, c'est-à-dire l'« être », au centre du processus démocratique et social, alors ce sont les « autres » qui le feront, mais pour le pire.

Les autres ? C'est-à-dire les intégristes de tout poil, les islamistes (c'est déjà ce qui se passe), les nationalistes ethniques, les populistes réactionnaires, les néofascistes et les néostalinien. Eh bien, ce à quoi on assiste, depuis deux semaines, dans les cités, est l'illustration même de notre propos. A la place, et en l'absence, de ce projet mobilisateur d'émancipation collective, on récolte une révolte destructrice dopée à la haine de l'autre.

A la place et en l'absence d'un vaste mouvement capable de fédérer, au-delà des clivages traditionnels et d'oppositions sociologiques dépassées, toutes les forces vives, quelles que soient leurs origines, désireuses de stopper la course à l'abîme et de reconstruire une société et un monde plus justes, plus généreux, plus rayonnants, sur quoi débouchons-nous ? Sur

la libanisation, l'enfermement ethno-communautariste, le délitement de la République et le triomphe généralisé d'une contre-société de jungle répondant à une société de jungle.

La droite bascule dans la contre-révolution libérale et régressive ; la république bananière socialiste s'enlise dans un immobilisme de plomb fondu. Sarkozy face à Hollande. Voilà le résultat ! C'est cette logique infernale et destructrice que nous refusons. C'est en réaction au défaitisme, au masochisme antinational, au déni de république et de démocratie qui favorisent toutes les désespérances que nous avons créé ce journal (...)

Non, ce pays ne doit pas se soumettre, baisser les bras, accepter l'inacceptable, se coucher devant une barbarie économique et sociale que l'on décrète inéluctable, copier passivement des modèles au lieu d'en réinventer un, émancipateur et novateur, s'adonner à des rages incendiaires ou à la crispation sectaire qui font toujours le jeu de la réaction, se livrer à des aventuriers qui se présentent en sauveurs suprêmes.

Il faut, au contraire, poursuivre et amplifier la lutte. Pour la République, pour la France, pour l'Europe et pour l'espèce humaine. Nous croyons, nous, à l'avenir. Nous repoussons le négativisme et le nihilisme. En avant toute ! »